

# **BENIN**

## **Résumé exécutif**

La constitution et autres lois et politiques protègent la liberté religieuse, et le gouvernement a, dans la pratique et en règle générale, veillé au respect de la liberté religieuse. Le gouvernement n'a pas développé de tendances susceptibles d'améliorer ou d'empirer la situation relative au respect et à la protection du droit à la liberté religieuse.

Aucun cas d'abus ou de discriminations sociaux du fait de l'appartenance d'un individu à une confession religieuse, de ses croyances ou de ses pratiques religieuses n'a été rapporté.

Les représentants de l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique près le Bénin ont pris part à diverses manifestations religieuses officielles pour démontrer leur attachement au respect de la liberté religieuse. Le service des relations publiques de l'ambassade a organisé plusieurs activités pour promouvoir la coopération interreligieuse et son respect.

## **Section I. Démographie religieuse**

Selon le recensement officiel de la population de 2002 (le dernier en date), 27% de la population sont des fidèles de l'Eglise catholique romaine, 24% sont des musulmans, 17% pratiquent le culte vaudou (appelé également vodoun), 6% pratiquent d'autres types de religions traditionnelles locales et, 5% pratiquent le Christianisme Céleste. Les groupes comptant moins de 5 % de fidèles comprennent l'Eglise méthodiste, les membres de l'Eglise de Jésus-Christ et des Saints des derniers Jours (Mormones), les Témoins de Jéhovah, les Rosicruciens, les membres de l'Eglise de l'Unification, les Chrétiens Célestes, les Eckistes, les Baha'is, les Baptistes, les membres de l'Assemblée de Dieu, les Pentecôtistes. 7% affirment n'appartenir à aucune religion.

Plusieurs individus se réclamant de la religion chrétienne ou musulmane pratiquent également le culte vaudou ou d'autres formes de religion traditionnelle.

Presque tous les Musulmans sont des sunnites. Les quelques Musulmans shiites sont surtout des ressortissants du Moyen Orient qui vivent et entreprennent des activités commerciales au Bénin.

## **Section II. Situation du respect de la liberté religieuse par le gouvernement**

### Cadre politico-juridique

La constitution et autres lois et politiques protègent la liberté de la religion, et garantissent la laïcité de l'état.

La Cour Constitutionnelle détermine les bases légales qui soutiennent la pratique de la religion. Il y a quelques années, la Cour Constitutionnelle a décidé dans un dossier qu'il était illégal d'empêcher tout groupe religieux d'avoir accès à son lieu de culte, et que les discussions et débats autour de croyances religieuses étaient protégés par le droit à la liberté d'expression.

Le ministère de la Défense Nationale était autorisé à intervenir dans les conflits opposant des groupes religieux afin de garantir l'ordre public et la paix sociale, dans la mesure où cette intervention était conforme au principe de la neutralité de l'Etat dans la gestion des affaires religieuses. Les personnes désireuses de créer un groupe religieux doivent procéder à son enregistrement au Ministère de l'Intérieur. Les formalités d'enregistrement étaient pareilles pour tous les groupes religieux.

Les pouvoirs publics accordent du respect aux autorités religieuses, toutes confessions confondues, en assistant à leurs cérémonies d'intronisation, aux funérailles, et autres manifestations religieuses. Les forces de sécurité assurent la sécurité lors des manifestations religieuses, à la demande des organisateurs.

Conformément à la constitution, les écoles publiques ne sont pas autorisées à dispenser des cours d'instruction religieuse. Toutefois, les groupes religieux sont autorisés à créer des écoles privées.

Le gouvernement déclare fériés les jours de fête religieuse suivants : la naissance du prophète Mahomet lundi de Pâques, Ascension, lundi de Pentecôte, Assomption, Ramadan, Toussaints, Tabaski, Noël et la fête des religions traditionnelles locales.

## Les pratiques du gouvernement

Aucun cas de violation de la liberté religieuse ou d'incitation à l'intolérance religieuse par les pouvoirs publics n'a été rapporté. Aucun rapport n'a fait état de ce qu'on a interdit à un groupe de se faire enregistrer ou qu'il a été victime de manœuvres dilatoires ou rencontré des obstacles au cours du processus d'enregistrement. Le gouvernement respecte la liberté religieuse tel que prévue par la constitution. Les groupes religieux bénéficient d'une exonération fiscale.

### **Section III. Situation du respect de la liberté religieuse dans la société**

Aucun cas d'abus ou de discriminations sociaux du fait de l'appartenance d'un individu à une confession religieuse, de ses croyances ou de ses pratiques religieuses n'a été rapporté. D'importantes personnalités de la société civile ont mené des actions positives pour promouvoir la liberté religieuse.

Du fait de la pratique de diverses religions au sein des familles et des communautés, la tolérance religieuse est largement répandue à tous les niveaux de la société et dans toutes les régions. Néanmoins, des conflits sporadiques entre les adeptes du culte vaudou et les chrétiens concernant certaines pratiques initiatiques vaudous ont été rapportés. Ces conflits ont nécessité l'intervention des forces de sécurité.

La télévision nationale publique assure la couverture médiatique lors de la célébration des fêtes religieuses et lors des manifestations organisées en l'honneur d'importants dignitaires religieux, y compris les anniversaires d'ordination et les cérémonies funèbres. La Journée œcuménique se célèbre chaque premier mercredi du mois de mai dans la ville historique de Ouidah, à travers une grande fête pour célébrer la coopération interreligieuse. Les dignitaires religieux œuvrent pour la tolérance entre Chrétiens et Musulmans.

Il y a eu régulièrement des rencontres entre différentes confessions religieuses dans le cadre du dialogue interreligieux. Le cadre de dialogue interreligieux du Bénin appelé "Cadre de Concertation des Confessions Religieuses du Benin" a été créé en 2007 pour promouvoir le dialogue et la coopération interreligieux.

#### **Section IV. Politique du Gouvernement des Etats-Unis**

Dans le cadre de sa politique globale de promotion des Droits de l'Homme, le gouvernement des Etats-Unis discute des questions relatives à la liberté religieuse avec le gouvernement béninois. L'ambassadeur a participé à plusieurs manifestations religieuses à l'invitation du gouvernement. L'ambassade a organisé un certain nombre d'activités pour promouvoir la liberté religieuse et le dialogue interreligieux. Le 28 novembre 2011, dans le cadre de la célébration de la Journée Mondiale d'Elimination de la violence à l'égard des femmes, le Centre culturel américain a invité des dignitaires de religions traditionnelles à une conférence sur la violence basée sur le genre. Le 16 août 2011, la responsable du service des relations publiques de l'ambassade a dirigé un débat avec les chefs religieux sur les moyens d'améliorer l'avenir économique des jeunes au Bénin.